

12.12.88

1

INTERVENTION DE PIERRE MAUROY

RASSEMBLEMENT DES PREMIERS DES SOCIALISTES DES VILLES DE PLUS DE 20.000 HABITANTS

11 décembre 1988

C'est avec vous, premiers des socialistes dans les villes de plus de 20.000 habitants, et en présence des premiers secrétaires fédéraux du Parti que nous avons voulu examiner aujourd'hui les conditions de préparation des prochaines élections municipales.

A mi-chemin entre les deux Conventions consacrées à l'échéance de mars prochain, et dont la première s'est tenue les 12 et 13 novembre derniers, notre réflexion doit se poursuivre.

J'ajouterai même qu'il serait impensable de mener un tel examen sans prendre un tant soi peu en considération la situation internationale.

Non seulement l'actualité nous y autorise avec la fin de la réunion de l'Internationale Socialiste à Paris, mais aussi parce qu'on ne peut plus imaginer s'engager dans une bataille politique, même locale sans inviter nos concitoyens à prendre

la dimension européenne et les réalités du monde d'aujourd'hui.

J'en veux pour preuve quelques sujets internationaux récents que j'évoquerai sans les traiter, ce n'est pas notre propos aujourd'hui :

- l'élection d'un nouveau Président aux Etats-Unis ;
- l'évolution de la situation en Union Soviétique où les travaux sur la nouvelle Constitution ont été ponctués par l'agitation sur la question des nationalités ; tout récemment les décisions annoncées par GORBATCHEV à l'O.N.U.
- le Congrès du FLN en Algérie ;
- la tentative de renversement de Raul Alfonsin en Argentine.

Autant de questions et de problèmes dont souvent le dénominateur commun n'est autre que la démocratie.

La Démocratie : c'est la dimension omniprésente de tous les débats, de tous les enjeux, de toutes les réalités.

- Pourrait-on l'oublier quand on s'apprête à mener une campagne municipale ?
- Pourrait-on l'oublier en cette année du bicentenaire de la Révolution ?

- Pourrait-on l'oublier lorsqu'on s'apprête à renouveler le Parlement Européen ?
- Pourrait-on l'oublier lorsqu'on observe le caractère de certains mouvements sociaux dans notre pays ?

Le renouvellement de nos maires et des conseils municipaux constitue un enjeu majeur. Cet enjeu, c'est celui de la Cité, celui de la vie dans nos cités. On touche là à la mécanique de base de notre système démocratique. Ceux que tant de pays dans le monde aimeraient posséder et qui en sont privés.

Cet enjeu c'est aussi la place de nos cités dans l'Europe de demain. N'oublions pas qu'avant la fin de ce nouveau mandat municipal, nous y serons. L'Europe de demain, elle commence aujourd'hui pour nos communes. Et nos grandes villes seront rudement concurrencées par les grandes cités de nos voisins. Ce sera un choc avec l'Allemagne, la Grande-bretagne notamment, car ces pays ont compris que les grandes cités ne sont pas seulement facteurs d'administration, facteurs d'organisation, elles doivent être facteurs de développement.

Voilà, chers camarades, une dimension dont nos concitoyens doivent être persuadés.

- Ce sont nos réalisations que nous allons mettre en valeur au cours de cette campagne.

- Ce sont nos convictions de socialistes que nous allons promouvoir.

Je voudrais rappeler que, pour les dernières élections municipales, celles de 1983, sur 384 villes de plus de 20 000 habitants, 44 élections primaires sont intervenues entre socialistes et communistes. Dans 15 cas, nos camarades ont affronté des maires communistes sortants, 1 seul socialiste est sorti vainqueur de ces duels (VITROLLES). Dans 2 cas seulement les socialistes ont devancé les maires communistes mais se sont fait battre au second tour (REIMS et ORANGE).

Ces primaires dans leur ensemble nous ont été défavorables : ce fût le cas notamment à AIX, MARIGNANE, SALON DE PROVENCE, ST MALO, DUNKERQUE, MAUBEUGE, BIARRITZ et je ne citerai pas les villes de moins de 20 000 habitants dont l'importance pourtant ne nous échappe pas.

Chaque fois les élections municipales doivent prendre en compte les situations locales. C'est à nos sections de choisir et de bâtir nos listes dans le respect de nos statuts et de notre Règlement Intérieur :

"Le travail de préparation de la liste est confié à une Commission composée de :

- la Commission administrative de la section ou de délégués de la CA de section dans le cas où plusieurs sections sont concernées ;

- la tête de liste.

La CEF désigne l'un de ses membres pour assister à ces travaux.

La Commission examine les candidatures déposées auprès de la (ou des) section(s), en veillant notamment à la représentation féminine. Elle s'efforcera de parvenir à l'accord le plus large possible en son sein.

La Commission rend compte de ses travaux devant une Assemblée Générale groupant l'ensemble des adhérents concernés. Elle propose une liste complète des candidats socialistes classés par ordre préférentiel.

Après le débat, il est procédé à un vote.

Si la liste n'est pas adoptée telle quelle, l'A.G. formule des propositions sur lesquelles elle vote. La Commission doit faire de nouvelles propositions en tenant compte des indications clairement formulées et votées par l'A.G.

La liste adoptée ensuite par l'A.G. est soumise à la validation définitive de la CEF.

En cas de désaccord entre une section et une Fédération, le Comité Directeur tranche en dernier ressort pour les villes de plus de 20 000 habitants."

En 1983, le Parti Socialiste avait une majorité absolue à l'Assemblée Nationale. Nous avons engagé la politique de rigueur pour assainir l'économie française. Cette politique fût pour nous autant une épreuve qu'une nécessité. un bon redressement de notre Parti au second tour est pourtant venu compenser un premier tour difficile. Pour 1989 les conditions ont changé : les élections municipales seront marquées par la dernière élection présidentielle et les dernières législatives.

Avec 54% des suffrages, le Président de la République a été le principal artisan d'un rassemblement sans précédent pour une politique dont il avait défini les axes pendant la campagne et en faveur d'une ouverture répondant à un besoin nouveau dans la vie politique française. C'est cette situation exprimée par les Français eux-mêmes qui caractérise la nouvelle donne depuis le printemps dernier.

Les élections législatives de Juin ont largement confirmé que ce rassemblement s'exprimait fortement en faveur des candidats socialistes de la majorité présidentielle. Avec 275 membres, le groupe socialiste et apparentés recueille une majorité relative très forte et pourtant l'ensemble des Français qui ont émis un vote de Gauche ont une majorité absolue à l'Assemblée Nationale !

C'est une réalité. Le Parti Communiste veut faire la démonstration contraire ? Mais les Socialistes ne veulent pas d'une alliance avec un mouvement de l'opposition de Droite même si on le baptisait Centre !

Le Parti Socialiste refuse la politique de 3ème force, comme il l'a confirmé à son dernier Congrès de LILLE.

S'il faut une clarification, la voilà :

Nous voulons le rassemblement à Gauche et ce rassemblement doit s'élargir aux démocrates de progrès qui sont au gouvernement et soutiennent la politique pour laquelle François MITTERRAND a été réélu.

Cela signifie qu'il y a au plan local une traduction possible de ce rassemblement avec tous ceux qui adhèrent à la majorité présidentielle, sans ambiguïté avec l'opposition.

Chers Camarades, nous devons veiller à constituer des listes qui soient le reflet de cette réalité politique :

1- Dressez vos listes avant la fin de l'année pour les socialistes et les personnalités qui se réfèrent à la majorité présidentielle et à sa politique en tenant compte des directives indiquées à notre Convention Nationale de Novembre : 30% de femmes en position éligible sur nos listes

où figureront aussi des jeunes et des Français de la deuxième génération.

2- Ces listes nous les avons voulues avec les communistes par une discussion au plan national. J'ai moi-même sur mandat du Bureau Exécutif adressé deux lettres au Secrétaire Général du P.C.F. et depuis notre Convention, nos fédérations ont pris contact avec les fédérations communistes pour un échange d'informations.

C'est devant le refus de la direction du P.C. d'engager une discussion nationale avec nous que nous avons décidé le gel des discussions locales.

Ce gel interdit la moindre décision :

- au niveau local comme au niveau départemental et cela même si des contacts peuvent avoir lieu au plan national.

Pourquoi le gel et quelles sont les conditions à satisfaire pour engager la procédure :

- nous voulons une rencontre et un accord national :

Chacun de nos deux partis doit respecter l'organisation de l'autre.

Chacun de nos deux partis doit respecter l'identité de l'autre et cela s'applique à tous les plans, local, départemental

et national. Il y a là une cohérence sans laquelle, tous les coups seraient permis et cela serait fatal à tous. On ne peut pas avoir un discours différent selon qu'on se trouve dans une commune ou à l'échelon national. On ne peut pas avoir un discours différent selon qu'on se trouve Maire ou Adjoint d'un Maire d'une étiquette différente.

- Nous voulons le respect du suffrage universel :

Depuis les dernières élections municipales les rapports entre nos partis ont évolué. Il faut les prendre en compte. A quoi donc serviraient les élections, dès lors qu'on fixerait comme règle que les choses sont ordonnées une fois pour toute !

Il n'y a pas de rente de situation ! Mais nous savons bien aussi qu'il ne suffit pas de prendre une règle à calcul. Un Maire sortant à une réalité politique qui doit s'évaluer.

C'est à ce moment que la négociation prend tout son sens mais il est vrai et juste de respecter la tendance faute de quoi nous nous trouverions dans l'obligation de demander l'arbitrage des électeurs pour une élection primaire. Mais soyons clairs, ce n'est pas notre vœu. Nous ne souhaitons pas la généralisation des primaires.

Alors, Chers Camarades, il faudra bien à la fin des fins se rendre à l'évidente nécessité d'une discussion nationale pour

trouver l'équilibre. C'est un fait. Un fait comme on dit maintenant, incontournable et si j'osais j'ajouterais, une fois n'est pas coutume, comme le disait Lénine : les faits sont têtus !

Nous entendons que nos candidats soient respectés.

Ils doivent être respectés dès lors qu'ils ne sont pas à Droite, qu'ils ne s'opposent pas à la mise en oeuvre de notre politique. Bref nous ne pouvons tolérer que ces candidats soient maltraités s'ils ne se situent pas en dehors de la majorité présidentielle.

Pour être compris de l'opinion, il est inconcevable que nous passions un accord de listes communes avec un Parti Communiste qui estimerait que le Gouvernement de Michel ROCARD que nous soutenons, est un gouvernement de Droite.

Le rassemblement de la gauche doit être honoré par toutes ses composantes et j'ai la conviction qu'une déclaration politique commune aurait valeur d'engagement pour se présenter devant les électeurs, sans nier nos différences voir nos divergences mais avec un fond commun qui servirait la crédibilité de nos listes.

3- Tant que la prise en compte de nos demandes sera refusée, il n'y aura pas de discussion possible. Le dégel suppose un climat plus propice à l'entente qu'à l'affrontement.

Un état d'esprit différent doit prévaloir qui favorisera la mise en route de ces listes de rassemblement.

4- Nos responsables fédéraux réitéreront auprès de leurs homologues du Parti Communiste leur intention d'aboutir à un accord national dans les mêmes conditions que celles exprimées précédemment. Il y a dans les accords municipaux une logique d'ensemble. Il faudra la respecter.

le Parti Communiste sera informé officiellement de nos décisions de demande de réunions.

Aucune décision de liste ne sera validée au plan fédéral comme au plan national. Le Bureau Exécutif du Parti sera seul habilité à lever les conditions de ce gel en appréciant l'évolution de la situation.

Avec la brillante réélection du Président de la République, c'est un nouvel élan que les Français ont voulu donner à la politique engagée en 1981. Deux ans leur ont suffi pour goûter les fruits amers de la politique de la Droite. Nous, nous ne voulons pas prendre le risque de briser les espoirs que des millions de Français ont placé en nous il y a quelques mois. Qui peut prendre le risque majeur d'un chaos municipal et compromettre gravement une politique de solidarité et de justice sociale dans des milliers de communes de Gauche. J'ai l'intime conviction que tous ceux qui partagent ces orientations politiques sont aujourd'hui inquiets et sont prêts

12.12.88

12

à se mobiliser avec nous, pour que dans les délais les plus brefs, une rencontre nationale renoue les fils qui conduiront à la mise au point de listes communes.